

La BM va injecter 15 millions USD dans le secteur énergétique en crise au Burundi

PANA, 02 décembre 2010 Bujumbura, Burundi - La Banque mondiale va injecter 15 millions de dollars américains sous forme de don dans le secteur énergétique burundais pour aider à l'amélioration de la capacité et la fiabilité des services de production, transport, distribution et gestion de l'électricité dans le pays, a annoncé la ministre burundaise des Finances, Mme Clotilde Nizigama. L'extension de la centrale thermique de Bujumbura, la capitale et poumon économique du pays, fait partie des principales composantes du projet d'urgence, selon les termes d'une convention passée, mercredi, entre l'Etat burundais et la Banque mondiale, a fait savoir la ministre Nizigama.

La centrale thermique occasion est pour le moment une faible capacité de production de seulement cinq mégawatts. L'autre composante du projet porte sur la remise en bon état de certaines centrales hydroélectriques d'importance vitale pour le pays, a-t-elle encore précisé. Les trois principales centrales hydroélectriques datent des années 1980 et fournissent tant bien que mal à ce jour une vingtaine de mégawatts pour des besoins estimés à plus du triple de cette quantité installée. Le réseau de transport et distribution de l'électricité est également vétuste et va être rénové, a encore détaillé la ministre Nizigama. L'amélioration de la gestion de la facturation et des arriérés de paiement de la part de la Régie de production de l'eau et l'électricité (REGIDESO) ou encore l'acquisition des carburants sont autant d'autres volets qui ont été retenus dans le financement de la Banque mondiale. Outre la vétusté des équipements hydroélectriques, l'absence d'investissements nouveaux, les aléas climatiques, le gaspillage, les raccordements sauvages, la mauvaise gestion financière, les dettes de l'Etat envers la REGIDESO sont autant d'autres facteurs souvent évoqués pour expliquer la crise énergétique qui freine le développement socio-économique du pays. L'absence d'énergies alternatives et les demandes sans cesse croissantes des villes naissantes en électricité figurent également au nombre d'autres facteurs explicatifs de la tension sur le courant au Burundi où l'on est encore en dessous de 50 mégawatts pour satisfaire tous les besoins nationaux. On rappelle que le pays est, de surcroît, importateur d'une partie du courant utilisé localement de la Société internationale des grands lacs (SINELAC) basée en République Démocratique du Congo (RDC) voisine.